

l'Humanité



Inégalités. La jeunesse sacrifiée sur l'autel de la crise sanitaire

[Camille Bauer](#)

Plus précaires face à l'emploi comme au logement, les 18-25 ans sont les grands perdants de la crise économique actuelle, accentuée par la pandémie de coronavirus. Faute d'aide de l'État, chacun est renvoyé au statut social de sa famille.

Pour Karim, il n'y a aucun doute : la crise l'a poussé aux portes de la précarité. « *En mars, j'aurais dû commencer un contrat saisonnier sur un marché de l'île de Ré. Mais mon embauche a été reportée au 15 juin.* » Du coup, ce mois-ci, son indemnisation chômage s'est réduite à 350 euros. Pas lourd pour faire face à tous ses frais. Et l'avenir est inquiétant « *Mon contrat s'arrêtant en septembre, je n'aurais pas droit au chômage. Il va falloir que j'anticipe. L'aspect financier est angoissant. On essaye de se projeter mais c'est difficile* », commente-t-il. Contrats annulés ou repoussés, perspectives nulles : une grande partie de la jeunesse a déjà commencé, comme Karim, à payer les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. « *Le coût social des mesures prises est très inégalement réparti. La crise risque d'augmenter la fracture générationnelle* », résume Anne Lambert, sociologue à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Une population davantage touchée par le chômage et la pauvreté

Et les signaux d'alerte s'accumulent. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a augmenté de 8 % entre février et mars. Selon une récente enquête de l'Ined sur les effets du confinement, 39 % des jeunes ont vu leurs revenus diminuer, contre 31 % pour l'ensemble de la population. « *Toutes les catégories ont été touchées, mais ce sont les 18-25 ans qui ont vu*

leurs indicateurs se dégrader le plus », explique Anne Lambert, responsable de cette étude. Les associations caritatives ont-elles aussi vu apparaître un public nouveau de jeunes qui, pour la première fois, avaient besoin d'aide alimentaire.

À l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj), qui loge 200 000 personnes, il a fallu mettre en place des colis de nourriture et faire face à des impayés de loyers. *« La crise, qui est encore largement devant nous, a appauvri plusieurs catégories de jeunes. Les étudiants, dont un quart doit travailler pour vivre, les apprentis, qui sont au chômage partiel et se retrouvent en difficulté vu la faiblesse de leurs rémunérations, mais aussi tous ceux qui enchaînent CDD, contrat d'intérim et période d'essai. Ces populations viennent s'ajouter aux jeunes qui vivent dans la rue ou en squat que nous voyons d'ordinaire »*, abonde Jean Merckaert, du Secours catholique. S'y ajoutent les pseudo-indépendants, jeunes autoentrepreneurs ou travailleurs des plateformes, qui ont perdu leur emploi, ainsi que ceux qui vivaient de l'économie informelle, baby-sitting et autres...

Des fragilités à tous les étages

Si les jeunes sont les plus touchés, c'est notamment parce qu'ils sont les plus précaires. *« Avant la crise, déjà, les jeunes étaient plus au chômage que les autres (20 % contre 14 % pour l'ensemble de la population), plus en emploi précaire, plus pauvres, et surreprésentés parmi les sans domicile »*, égrène Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre. *« Leur situation est bien plus difficile proportionnellement que celle de leurs aînés au même âge »*, analyse Anne Lambert. La crise de 2008 avait déjà donné un coup d'accélérateur à cette fragilisation. Résultat : l'entrée dans le monde du travail se prolonge des années. *« Ces années de galères sont hypercompliquées »*, soupire Benjamin. Journaliste, le jeune homme, qui a fini ses études il y a sept ans, espère décrocher un CDD d'un an dans un journal local.

Ces précaires ont aussi été touchés de plein fouet par la réforme de l'assurance-chômage, sur laquelle le gouvernement a refusé de revenir, malgré la crise. Incapables d'afficher 130 jours d'emploi en cumulé, beaucoup se sont retrouvés sans revenus. Benjamin a ainsi découvert qu'il lui manquait 17 jours pour bénéficier d'une indemnisation.

Cette précarité dans l'emploi fragilise les jeunes dans toutes les étapes de leur vie. *« Leurs faibles revenus et leur absence de garanties leur ferment les portes d'un marché du logement dont les prix ont doublé entre 2000 et 2012. Sachant qu'ils louent des petites surfaces, les plus chères en raison du turnover »*, rappelle Christophe Robert. *« Ils sont beaucoup moins propriétaires que le reste de la population et, faute d'accès aux HLM, un tiers loge dans le privé, sans compter ceux qui sont hébergés chez des proches. Ils ont beaucoup moins d'autonomie résidentielle que leurs aînés au même âge »*, observe Anne Lambert. Signe de cette fragilité résidentielle, ils sont, selon l'enquête de l'Ined, 20 % à rencontrer des difficultés pour payer leur loyer (contre 13 % pour l'ensemble des Français) et 32 % à craindre de ne plus pouvoir le faire durant l'année.

Un gouvernement qui tarde à réagir

Et le pire est sans doute à venir. *« On n'est pas spécialement rassuré. Avec les obligations de distanciation sociale, la reprise va être lente »*, estime Claude Garcera, président de l'Unhaj. Même l'association pour l'emploi des cadres note une baisse de 65 % du nombre d'offres d'emploi pour les moins de 25 ans entre janvier et avril. Le gouvernement se dit conscient du problème. *« L'accès à l'emploi des jeunes est une question absolument vitale qui devra être*

une des priorités du plan de relance, et même une priorité nationale », a ainsi déclaré Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, le 6 mai dernier. Mais jusqu'à présent, en plus des emplois aidés supprimés en début de mandature, les aides à l'embauche des jeunes se résument souvent à des baisses de charges, qui encouragent l'emploi précaire. *« On sent monter une inquiétude très lourde chez les jeunes face à une concurrence accrue, sur un marché du travail dégradé. Ils craignent d'avoir moins de protections et de devenir corvéables à merci »*, souligne Jean Merckaert.

Le gouvernement a tout de même fini par réagir. Le 4 mai, il a annoncé le versement, en juin, d'une prime de 200 euros à 800 000 d'entre eux, à commencer par les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL). *« C'est un signal politique, mais c'est peu et cela arrive tard. Surtout, l'aide est fléchée vers les étudiants, au lieu de cibler les jeunes sans ressources »*, analyse Claude Garcera. Le 9 mai dernier, 13 personnalités du monde associatif ont appelé dans une tribune à aller au-delà de ce geste ponctuel et à étendre le RSA aux moins de 25 ans. Un appel balayé par Gabriel Attal, le secrétaire d'État à la Jeunesse, pour qui donner le RSA aux moins de 25 ans serait *« se placer dans un esprit de défaite »*. *« Le débat sur cette question est plombé par l'idée qu'on va transformer les jeunes en assistés. Mais ceux qui tiennent ce discours oublient qu'on parle de personnes sans ressources, celles qui vivent à la rue ou dans des foyers modestes »*, s'indigne Christophe Robert, un des signataires.

Vers une « privatisation de la solidarité »

Au regard des obstacles que rencontre cette génération, la rhétorique sur l'assistanat sert surtout à accroître le mal-être des jeunes en leur faisant croire qu'ils sont les seuls responsables de leur destin. *« Il est important que les pouvoirs publics prennent en compte les difficultés des jeunes pour les déculpabiliser. Les chiffres montrent que l'échec n'est pas individuel, mais qu'il est nourri par des conditions matérielles. Le discours du "si tu veux, tu peux" n'est pas du tout corrélé par les indicateurs »*, indique Anne Lambert.

Faute d'aide de l'État, ce sont d'ailleurs les familles qui font la différence. *« Nous allons vers une privatisation de la solidarité »*, constate Christophe Robert. Mais celle-ci est de plus en plus difficile. *« Les parents ne peuvent plus assurer l'autonomie de leurs enfants, surtout s'il faut les loger, poursuit Claude Garcera. Il n'y a plus que les classes supérieures qui y parviennent. Même les enfants des classes moyennes sont désormais vulnérables. »* Si l'État ne fait rien pour aider la jeunesse face à la crise sociale qu'a engendrée le Covid, la tendance déjà à l'œuvre d'un accroissement des inégalités sociales va s'aggraver. *« Cette tranche d'âge est en principe celle pendant laquelle les cartes peuvent être rebattues. Mais cette indétermination sociale est de plus en plus un mythe. Le risque, c'est d'avoir une société de plus en plus à deux vitesses, avertit Anne Lambert. Les jeunes sont notre avenir : protégeons-les ! Ils forment la société de demain. »*